

Villeneuve-lès-Maguelone Guerre ouverte autour de la dette

Mercredi, le conseil municipal s'est déchiré sur cette question.

La dette. Sujet récurrent de la campagne des municipales de 2008 et source de déchirements réguliers entre un maire faisant reproche à la majorité précédente de ce pesant héritage et l'opposition, qui lui rappelle sa présence dans l'équipe d'alors...

La dette a occupé l'essentiel des discussions, mercredi soir en salle du conseil. Durant le débat d'orientation budgétaire, bref, puis lorsque fut soumise au vote la délibération proposant un moratoire sur les intérêts dus à Dexia pour l'un des prêts structurés contractés en 2007 (*Midi Libre* du 16 février).

« Tu viens d'installer la guillotine »

Bernard Deau, Parti socialiste

Cette fois cependant, les choses ont approché le règlement de compte, la chasse aux sorcières, pour trouver les « responsables » de ces emprunts qui menacent aujourd'hui les finances municipales. Pour Noël Ségura ce ne sont pas les conseillers municipaux d'alors, que l'on aurait mal informés. « On nous a raconté beaucoup de salades et servi beaucoup de mensonges. J'ai les preuves sur la table », lança-t-il après la lecture de la délibération. « Tu viens d'installer la



■ Noël Ségura parle de « mensonges. »

guillotine, lui rétorqua le socialiste Bernard Deau. *Mais quand on a eu coupé la tête de Louis XVI, le peuple n'a pas eu plus à manger.* »

La municipalité est à la recherche de solutions pour s'extirper d'emprunts devenus « toxiques ». Mercredi soir, elle s'interrogea par la voix de Pierre Semat, l'adjoint aux finances, sur ce que savaient les élus de 2007 de « la réalité de l'offre de Dexia » lorsqu'ils avaient autorisé la signature de ces emprunts. Savaient-ils

quel risque financier ils présentaient ?

Noël Ségura et son équipe actuelle en doutent. Ils pensent qu'il y a peut-être là moyen d'obtenir d'un juge l'annulation de la délibération et, partant, la nullité des emprunts. Une position que réfuta avec force Serge Desseigne : « *C'est une recherche de culpabilité et je suis prêt à aller devant la population. Je savais que ces emprunts étaient des emprunts structurés et les élus avec qui j'étais le savais aussi. Ils font problème maintenant dans un contexte national, international, où l'on veut que l'euro baisse. Mais personne ne pouvait imaginer à l'époque une inversion de parité euro-franc suisse* », qui fait aujourd'hui croître le taux d'intérêt de ces prêts.

Reste, estimait Abdelhak Harraga, membre de l'opposition, que « *peut-être l'appréciation des risques a été mal faite. Mais ces emprunts furent justifiés par l'intérêt général.* » Jugement contesté par Pierre Semat : « *Je serais d'accord si c'était de nouveaux emprunts. Mais il s'agissait d'une renégociation !* »

Mercredi, le vote - cinq contre - clôtura l'échange. Mais la polémique ne fait que démarrer ; il était déjà question de « *dif-famation* ».

OLLIVIER LE NY
oleny@midilibre.com